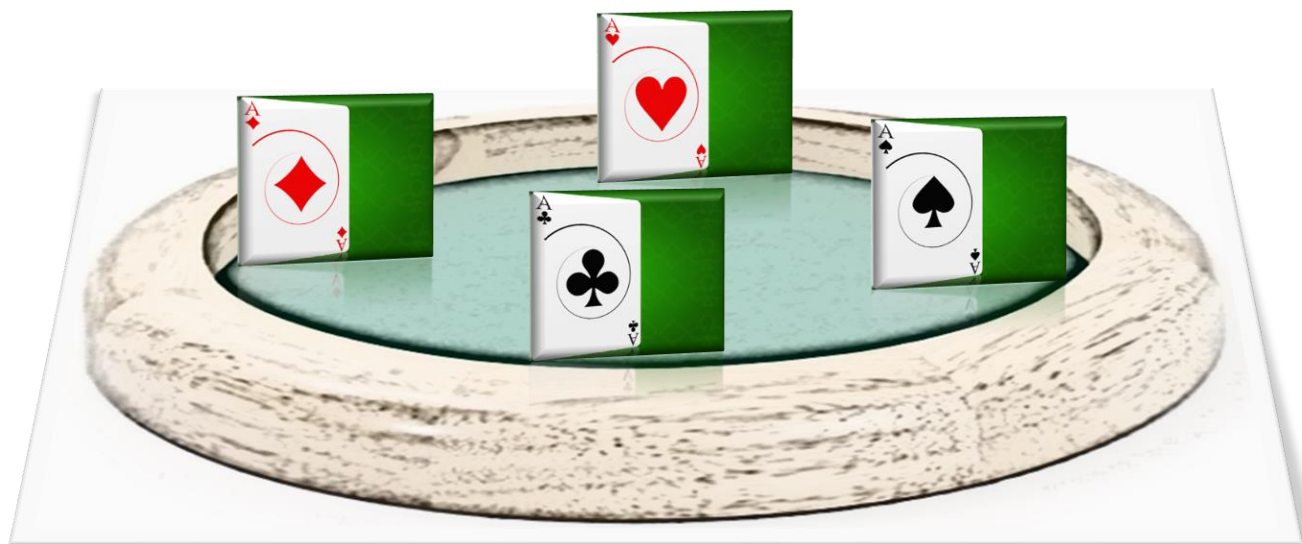




Le juste programme 2027



« Programme politique réfléchi et innovant, issu de la France d'en bas, cherche famille d'adoption enthousiaste et composée si possible de 4 as pour mieux réussir dans la vie... »

« De mémoire de Cinquième République, il n'est point d'autre programme politique aussi brillant. Diable, n'y aurait-il pas quatre Français honnêtes, compétents et motivés, portant au suffrage du peuple ce juste programme. »

Jean Jaurès^()*





Le juste programme 2027

Bonjour Madame, Monsieur,

Je me présente, Alain Comte, 60 ans et jeune retraité lyonnais. Hormis ma famille, mes amis et quelques clients, personne ne me connaît. Pour corser la difficulté, je suis gros et pas très joli.

Pourtant, je me permets de questionner votre curiosité politique, peut-être engourdie par vingt ans de somnifère démocratique.

Tout en ne cochant aucune des cases d'un parcours politique respectueux des bienséances, je prétends être concepteur et détenteur du meilleur programme politique pour la France au XXI^{ème} siècle.

Vos découvrirez, en feuilletant je l'espère le juste programme ci-après, comment un simple citoyen de la France d'en bas, celle qui n'a accès ni à la science ni aux analyses de l'élite, peut élaborer, à force d'observation et de bons sens, un programme politique complet, réaliste et applicable pour sortir notre France de l'ornière dans laquelle nos élites successives l'ont traînée.

Le juste programme repose sur deux valeurs fondamentales et prédominantes : la justice et le respect.

Juste ne veut pas dire égal et respect n'induit pas autoritarisme. Par conséquent le juste programme est de gauche, de droite et du centre. Il appartient à chacun, en y appliquant ses propres filtres, d'en déterminer le genre.

*Alain Comte
Aspirant Président*





Des constats simples

- ❖ La pensée unique néolibérale en matière d'économie et de politique est amplifiée par un affairisme de classe assis sur l'entregent. Elle a distribué des œillères parmi la sphère politico-médiatique depuis le début du XXIème siècle. Le bon sens, issu de nos bourgades et de nos terroirs, est devenu un produit rare.
- ❖ Le monde est trop complexe et les clivages trop subtils pour qu'un pays comme la France continue d'être incarné par une seule personne. Son président est redevenu un monarque néoconservateur. Il ne dévoile pas aux électeurs ses futurs équipiers de gouvernement. Il est toujours élu sur un programme. Il s'agit malheureusement d'un programme de divertissement où la forme prime notoirement sur le fond.
- ❖ La durée d'attention sur une image vidéo est désormais régulée par les réseaux sociaux. Elle est de 15 secondes maximum. La stratégie rédactionnelle des chaînes infos, à une exception près, ne dépasse pas la journée, voire la semaine. Il faudra pourtant au minimum deux mandats présidentiels pour relancer et réconcilier une France frileuse et meurtrie, soit 3 650 jours ou 315 millions de secondes. Le temps long n'est plus à la fête.
- ❖ Plus la politique est compliquée, moins les électeurs s'y intéressent. Plus la loi est compliquée, moins les citoyens la respecte. Plus la vie est compliquée, moins les gens s'épanouissent. Moins les gens s'épanouissent, plus l'Olicratie prospère, jusqu'à ce que cet équilibre précaire nommé démocratie succombe aux assauts des sirènes autoritaires.
- ❖ La notoriété par le buzz, donc le «pire-disant», est devenu le premier facteur clé de succès d'une élection.





Le juste programme 2027



– Première partie – *Stratégie et gouvernance*

« La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes. »

Winston Churchill.





Une vision pour la France

- ❖ Les 3 derniers présidents n'ont jamais réussi à présenter ni à partager une vision pour la France. Ils se sont contentés de vagues promesses budgétaires ou idéologiques : le pouvoir d'achat, le chômage ou le déagisme. On ne soulève pas une armée avec de si pauvres ambitions.
- ❖ Après 15 ans d'analyse approfondie de la vie politique française, avec l'œil neuf d'un citoyen avisé, voici une vraie vision pour :
 - La France dans le monde,
 - La France en Europe,
 - Les habitants de la France.





Une vision pour la France

❖ La France dans le monde :

- Maintenir sa position dans le top 25 des puissances les plus riches par habitant,
- Redevenir le modèle social de référence dans le monde,
- Accéder au top 3 du classement du Bonheur National Brut.

❖ La France en Europe :

- Faire de la France le premier instigateur et expérimentateur de réformes,
- Renforcer les secteurs industriels clés en nouant des partenariats européens,
- Construire, y compris par la force, une Europe à plusieurs vitesses, qui respecte les volontés des peuples.

❖ Les habitants de la France :

- Viser le triple zéro : zéro chômeur, zéro mal-logé, zéro clandestin,
- Faire de la santé, de la sécurité et de l'émancipation, les ingrédients du bien-vivre,
- Réconcilier la nation et choisir entre le vivre-ensemble ou le vivre côte-à-côte.





Un projet clair et percutant

❖ Une équipe au lieu d'un monarque :

- 1 président,
- 3 premiers ministres qui accompagnent l'élection présidentielle.

❖ Des engagements clairs :

- Un programme pour 10 ans,
- La politique des curseurs.



❖ Un peuple décideur :

- Référendum sur les services publics,
- Référendum sur le vivre-ensemble,
- Référendum sur le niveau d'intégration européen,
- Instauration des sondages d'État.

❖ Des engagements forts :

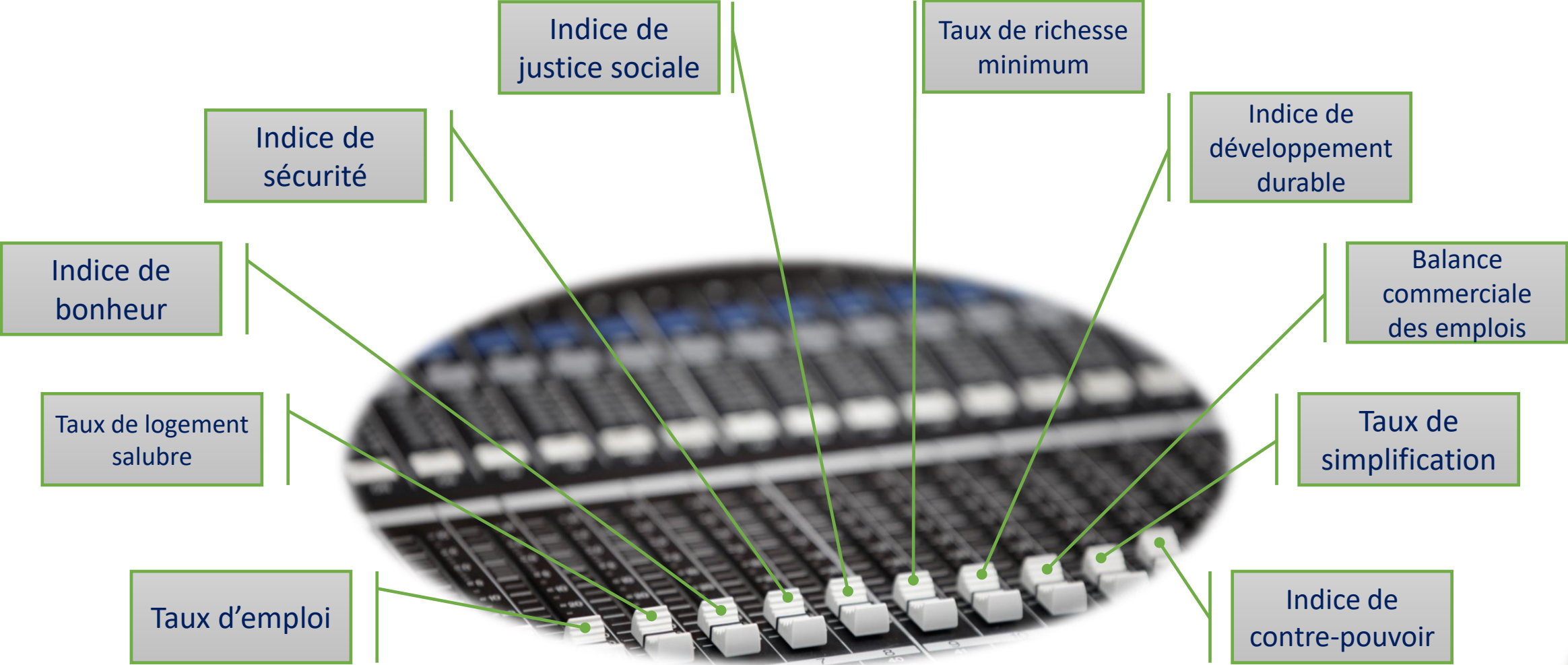
- Suppression solidaire et définitive du chômage,
- Mise en application et renforcement de la loi DALO,
- Éradication de l'injustice et des niches fiscales,
- Taxation exponentielle des tricheurs,
- Tolérance zéro et plan anti-récidive sur l'insécurité et l'incivilité,
- Création du « TripAdvisor® » des entreprises : Indice Jaurès,
- Multiplication par 100 du budget de Business France,
- Promotion de la libre concurrence et combat contre le dumping,
- Création d'un vrai fond souverain d'investissement public dans l'économie,
- Référendum sur les services publics et le vivre-ensemble,
- Réinsertion par le travail obligatoire pour tous les justiciables,
- Respect de nos engagements environnementaux,
- Division par 10 de la complexité et des délais de l'État et des collectivités,
- Décentralisation radicale vers les régions et détricotage du millefeuille,
- Redéploiement des services publics dans les territoires par la création de guichets uniques,
- Renforcement institutionnel des contre-pouvoirs,
- Retouches des lois Macron (2014-2027) pour un monde plus juste.





La politique des curseurs

« Celui qui ne rend pas compte de l'usage de biens communs ne mérite ni médaille ni pantoufles »





La politique des curseurs

❖ Taux d'emploi :

- Pourcentage d'emploi des actifs aptes au travail.

❖ Taux de logement salubre :

- Pourcentage de foyers occupant des logements salubres.

❖ Indice de bonheur :

- Note de 1 à 20 sur la perception du bonheur social.

❖ Indice de sécurité :

- Note de 1 à 20 sur la perception de la sécurité publique.

❖ Indice de justice sociale :

- Note de 1 à 20 sur la diminution des injustices fiscales, sociales et sociétales, attribuée par le Ministère des contre-pouvoirs.

❖ Taux de richesse minimum :

- Pourcentage de foyers disposant du revenu de richesse minimum.

❖ Indice de développement durable :

- Note de 1 à 20 sur le respect des engagements de la France dans les accords internationaux liés au développement durable.

❖ Balance commerciale des emplois :

- Balance commerciale exprimées en nombres d'emplois « vendus » versus nombre d'emplois « achetés ».

❖ Taux de simplification :

- Taux de réduction des délais administratifs et des lois, procédures et activités publiques inutiles ou superflues.

❖ Indice de contre-pouvoir :

- Note de 1 à 20 sur la vigueur et l'efficacité des contre-pouvoirs, la réduction de la censure et des abus de pouvoirs.



Premier Ministre
des affaires
intérieures

Président
de la
République



Premier Ministre
du bien-vivre

Premier Ministre
des affaires
extérieures



Un gouvernement de pilotage

- Chef du pays et des armées
- Garant des institutions
- VRP en chef de la France
- Garant de la politique
- Nomme les ministres (pour l'instant)



**Président
de la République**



**Premier Ministre
en charge
des affaires intérieures**

- Chef du commerce, des services, de l'industrie et de l'agriculture en France
- Chef du contrôle des entreprises et des normes
- Chef de l'éducation professionnelle



**Premier Ministre
en charge
du bien-vivre**

- Chef de la sécurité intérieure
- Chef de la protection sociale
- Chef de la santé
- Chef de l'éducation initiale et de la culture
- Chef du logement
- Chef de la mobilité des citoyens
- Chef des sports et des loisirs



**Premier Ministre
en charge
des affaires extérieures**

- Chef du commerce extérieur
- Chef de la diplomatie et des négociations extérieures
- Chef de la politique industrielle extérieure et européenne

Ministre des
contre-pouvoirs

Ministre
de la justice

Ministre
de la défense

Ministre
des urgences

Ministre
des finances

Ministre des
fonctionnaires

Ministre de la
simplification





Détail du juste programme

LES INDISPENSABLES

- ❖ Plan « **Zéro chômeur** »
- ❖ Plan **DALO 2** pour « **Un logement salubre pour tous** »
- ❖ Plan « **Justesse fiscale et sociale** »
- ❖ Plan « **Tricheur – payeur** »
- ❖ Plan pour un « **Seuil de richesse** »

LES ATTEIGNABLES

- ❖ Plan pour une « **Economie durable** »
- ❖ Plan « **French touch** »
- ❖ Plan pour une « **Stratégie européenne** »

LES LIBÉRATEURS

- ❖ Plan pour un « **Un Etat agile** »
- ❖ Plan « **Contre-pouvoir** »
- ❖ Plan « **Référendums et sondages d'État** »





Le juste programme 2027



– Deuxième partie – *Les indispensables*

« Il n'y a qu'une règle pour l'industriel, c'est de rendre aussi élevé que possible le pouvoir d'achat des gens. »

Henry Ford.



❖ Constat

- La capitalisme libéral en démocratie, qui règne à ce jour sur l'immense majorité des pays occidentaux, faillit à sa réputation en laissant les chômeurs à l'écart du système,
- Ses défenseurs préconisent le remplacement des chômeurs par des travailleurs pauvres et souvent exclus des mécanismes de protection sociale. C'est la cas dans de nombreux pays anglo-saxons, y compris en Europe.
- Contrairement aux idées reçues, l'indemnité chômage n'est pas une cotisation ouvrant un droit à ne rien faire, comme la retraite, mais une compensation accordée par les entreprises en contrepartie d'une disponibilité sur le marché du travail.

❖ Analyse

- Le travail reste à ce jour le meilleur ingrédient de l'insertion sociale,
- La peur du chômage, pour soi-même ou pour ses proches, génère une incertitude et une charge mentale qui gangrène le moral et la confiance des Français depuis cinq décennies,
- Le code du travail, qui discrimine les travailleurs en deux catégories, les privilégiés en CDI et les infortunés en CDD, rajoute de la peur à la peur. On ne prête pas d'argent et on ne loue pas d'appartement à un chômeur, à un CDD-iste ni à un intérimaire.

❖ Solution : changement de paradigme

- On remplace le chômage par un contrat de travail solidaire,
- On ne parle plus d'indemnité chômage mais de salaire solidaire,
- En complément, on met en place (enfin) un CDI unique, plus souple et non discriminant.





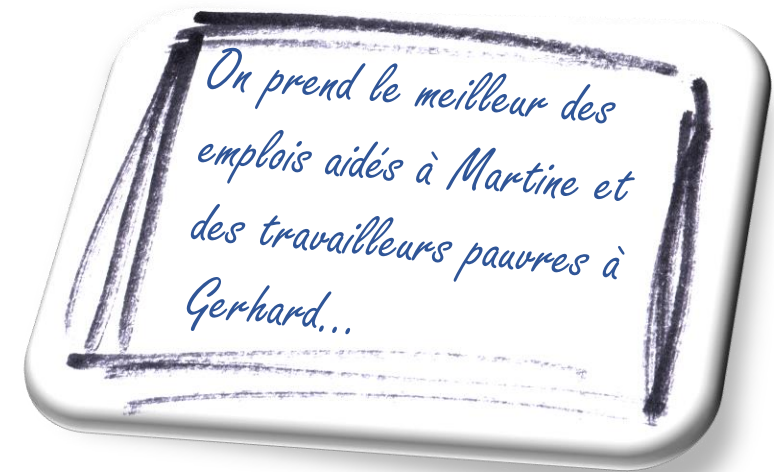
❖ Solution

❖ Changement de paradigme

- Contrat de travail solidaire garanti et sans limitation de durée,
- Une garantie de bénéficiaire soit d'un job, soit d'une formation,
- Une rémunération calculée selon les cotisations mais sans diminution dans la durée, tant que le salarié exerce un travail solidaire,
- Un travail à temps partiel qui s'adapte à la rémunération, au job proposé et au temps nécessaire à la recherche d'emploi,

❖ Gagnant et juste pour l'économie

- Peuvent bénéficier de contrats solidaires (durée limitée par entreprise) :
 - Les entreprises bien notées à l'indice Jaurès,
 - Les entreprises du plan stratégique « Affaires extérieures »,
 - Pour une part mineure des contrats, certaines associations.
- Un financement juste
 - Caisse solidaire financée à 80% par les entreprises et 20% par la TVA (Cf réforme fiscale),
 - L'entreprise peut verser un complément de salaire entièrement défiscalisé.

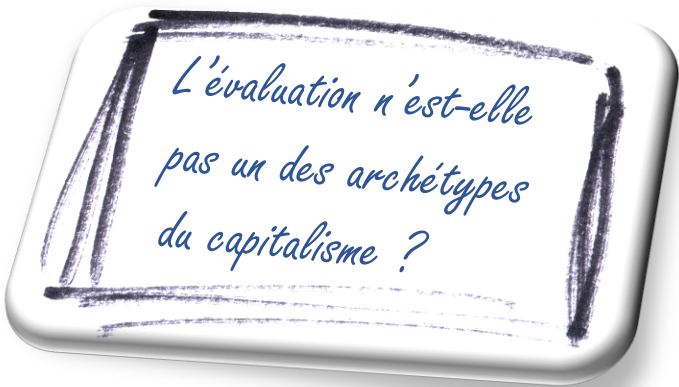




« Zéro chômeur »

❖ Focus : indice Jaurès

INDICATEUR	NOTE	JURY - Règles d'attribution	NOTE ELIMINATOIRE
Note fiscale	0 - 5	BERCY - solvabilité + contentieux + transparence	≤ 1
Note sociale	0 - 5	Ministère des Affaires intérieures - Taux AT/MP + taux de litige prudhommal + turnover + note de bien-être des salariés	≤ 1
Note environnementale	0 - 5	ADEME - comportement environnemental relatif dans la filière (performance énergétique, politique RSE, empreinte CO2 / GES)	$= 0$
Note consommateurs	0 - 5	Syndicats agréés - satisfaction produits & services + image de marque	-
Note totale	0 - 20	Note globale = somme des 4 premières	-



Les notes de l'Indice Jaurès peuvent avoir de multiples usages. Des notes éliminatoires bloquent l'accès aux marchés publics et/ou aux aides publiques. Elles peuvent également être utilisées comme critères dans l'attribution des marchés publics. Elles serviront également les entreprises entre elles dans le cadre de leurs relations commerciales ainsi que les salariés en recherche d'emploi.





« Un logement salubre pour tous »

❖ Constat

- La loi DALO, sincère contribution sociale de Jacques Chirac en 2007, n'a jamais atteint son but. Elle se dirige, selon le rapport 2022 de la Cour des Comptes, vers un enlisement à bas bruit. Elle permet juste à quelques non-logés ou mal-logés de remonter dans la priorité des files d'attentes du logement social, au détriment de leurs colistiers,
- Le loyer d'un appartement en France est supérieur (selon les études) de 35% à 50% à un loyer allemand. Cet écart cache toutefois des grandes disparités régionales avec des coûts anormalement hauts dans les grandes agglomérations françaises.

❖ Analyse

- La concentration des bassins d'emplois est bien plus importante en France et crée des zones dites « en tension ». Cette anomalie du marché de l'immobilier n'est pas résolue depuis 3 décennies,
- L'immobilier est un produit hautement spéculatif en France. Le Français investit dans la pierre, là où l'Anglo-saxon ira plus facilement jouer en bourse.



❖ Solution

- Pour résoudre d'un coup d'un seul les difficultés de la pénurie de logement et du coût des loyers, le remède est à la portée d'un enfant de 7 ans : construire ou libérer suffisamment de logements dans les zones en besoin.
Solution complémentaire : délocaliser les besoins de logement (donc les emplois) hors des zones qui refusent de construire.



❖ Solution

❖ Libérer l'offre de logement au lieu d'encadrer les loyers

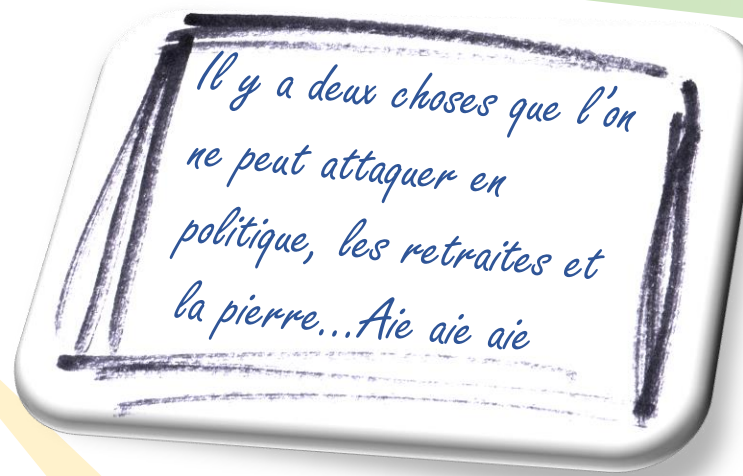
- Imposer la construction dans les zones tendues,
- Libérer les bâtiments publics inutiles et les logements spéculatifs,
- Instaurer un mécanisme d'assurance et de relogement administratif qui protège les propriétaires (et supprimer la trêve hivernale),
- Transférer massivement la propriété des vieux logement sociaux à leurs locataires (le loyer devient annuité),
- Créer un emprunt d'État exceptionnel et défiscalisé. Réservé aux particuliers et entreprises résidents en France, il finance 500 000 nouveaux logements sociaux.

❖ Adapter les logements aux enjeux sociaux et climatiques

- Développer une offre de logement défiscalisée adaptée à la co-location,
- Investir massivement dans la rénovation énergétique des logement sociaux publics.

❖ De l'incitatif au punitif

- Faire appliquer la loi DALO sous peine de sanctions exponentielles (Cf. plan tricheurs),
- Suppression des dispositif inflationnistes : lois Scellier and co et APL (Cf. réforme sociale),
- Taxation forte des logements vacants dans les zones tendues,
- Taxation exponentielle des locations de passoires thermiques.



Il y a deux choses que l'on ne peut attaquer en politique, les retraites et la pierre... Aie aie aie

Objectifs :

- + 600 000 logements disponibles par an,
- Jusqu'à une baisse de 5 à 30% des loyers selon les villes et régions.

(+ plan spécifique Ile-de-France)



20 M€ perdus sous mes fenêtres

Manque à gagner pour la collectivité
= 12 années d'un projet immobilier
de 105 logement pour 7 349 m²,
soit **+20 millions d'euros**.



>> 2012

Lyon - Collège M Scève



Source : Met'

>> oct. 2020



Source : Le Progrès

>> nov. 2021



Source : Le Progrès

>> janv. 2027 ?

Jardin des Balmes



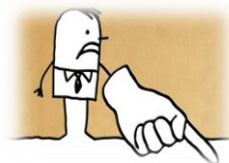
Source : Mairie Lyon 4

« Le patrimoine immobilier public est « démesuré, obsolète, non adapté au besoin, non géré et non optimisé » selon un ancien membre de la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) »

Source : L'Opinion du 01/11/2018 par Jade Grandin de l'Epervier

« Bercy annonce son intention de réduire d'un quart les surfaces occupées par l'administration et acquises avec l'argent des contribuables. Sans fixer de calendrier, les duettistes de Bercy, Thomas Cazenave, ministre délégué aux Comptes publics et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, ont annoncé leur intention de ramener le ratio des surfaces par agent public de **24 à 16 m²** en moyenne. »

Source : La Tribune dimanche du 19/11/2023



❖ Norme AFNOR NF-X35-102

Superficie de bureau par salarié :

- Bureau individuel : 10 m²
- Bureau partagé : 11 m²
- Espace collectif bruyant : 15 m²

Dans toute la France, combien de collèges M. Scève, combien de bâtiments publics obsolètes ou vides, combien d'espaces publics inutiles ou surdimensionnés, combien de logements de fonctions inutiles... Et qu'en est-il du parc privé ?...





« Justice fiscale et sociale »

❖ Constat

- Plus l'assiette de l'impôt est large, plus son taux peut être bas. L'assiette de la CSG-CRDS a été élargie aux revenus complémentaires, dont ceux du capital mais c'est de loin la TVA qui dispose de l'assiette la plus large,
- La TVA est présentée depuis des décennies comme un impôt injuste qui frapperait d'abord les plus pauvres,
- Nos importations, qui représentent plus d'un tiers du P.I.B français, échappent à tous prélèvements fiscaux ou sociaux à l'exception de la TVA,
- Les entreprises qui ne gagnent pas d'argent ne paient pas d'impôt,
- Les riches préfèrent dépenser plus que gagner moins,
- La destination de l'impôt (affectation des ressources aux postes budgétaires) fait l'objet parfois de décisions surprenantes voire abracadabrantesques.



❖ Analyse

- Certaines pratiques fiscales sont devenues des « acquis immuables » pour les économistes, alimentant une forme de pensée unique (TVA injuste, Impôt sur le Résultat Brut des entreprises, disparition des droits de douane, etc.),
- Depuis le début du siècle, le manque de courage politique et le lobbying ont eu raison de toutes les tentatives de réforme en profondeur de la fiscalité,
- Les Français et surtout les entreprises n'aiment pas l'instabilité fiscale et réclament de la visibilité sur l'impôt. Il est donc souhaitable de viser une grande réforme qui garantit une stabilité de 5 ans par exemple,





« Plan justice fiscale et sociale »

❖ Solution

❖ La TVA n'est pas un impôt injuste, si l'on sait s'en servir

- Trop d'activités économiques échappent désormais à l'impôt,
- La TVA constitue l'assiette la plus large et la plus adaptée à l'économie mondialisée,
- Il est possible de rendre la TVA juste et vertueuse (avec ou sans l'accord de Bruxelles) :
 - Taux normal à 20%, taux réduit à 10%, taux majoré à 30% (ex TVA luxe),
 - Bonus/malus TVA ($\pm 5\%$) production locale et/ou Ecoscore élevé,
 - Bonus/malus TVA ($\pm 5\%$) Nutriscore et/ou engagement prix bas sur produits de première nécessité.



❖ La vignette des vieux, plus jamais ça

- Revisiter, simplifier et rendre cohérent l'ensemble des perceptions et destinations des impôts et taxes de l'Etat et des collectivités territoriales,
- Rendre inconstitutionnelles les destinations d'impôts exotiques comme la vignette des vieux.

❖ Optimisation fiscale des grandes entreprises : fin de la partie, game over

- Le matin, il dit « désormais, l'assiette de l'Impôt sur les Sociétés sera la Valeur Ajoutée ou le Chiffres d'Affaires, plutôt que le Résultat Brut »,
- L'après-midi, l'optimisation fiscale avait disparue,
- Depuis, Bercy fout une paix royale aux entreprises.

Un impôt fixé à 2% du Chiffre d'Affaires rapporterait 20 milliards de plus qu'actuellement et profiterait largement aux entreprises avec main-d'œuvre importante.



❖ Concrètement : TVA

PRODUITS	Prix HT	Ancien taux	Nouvelles REGLES de TVA	Nouveau taux	Impact prix
Fruits et légumes du marché (produits locaux)	15 €	5,5%	Bonus Nutriscore + Ecolocal	0%	⬇️ 0,83 €
Fruits exotiques (provenance Amérique du Sud)	15 €	5,5%	Bonus Nutriscore & malus Ecolocal	10%	⬆️ 0,68 €
Lessive liquide promo (produite dans l'UE)	8 €	20%	Bonus Pouvoir d'achat	15%	⬇️ 0,40 €
Lessive liquide standard (produite en Asie)	8 €	20%	Malus Ecolocal	25%	⬆️ 0,40 €
Jean français (produit en France)	80 €	20%	Bonus Ecoscore	15%	⬇️ 4,00 €
Smartphone marque distributeur (produit dans l'UE)	100 €	20%	Idem	20%	-
Smartphone haut de gamme (produit en Asie)	750 €	20%	TVA luxe + malus Ecolocal	35%	⬆️ 112 €
Voiture française (produite dans l'UE)	25 000 €	20%	Idem	20%	-
SUV allemand haut de gamme (produit dans l'UE)	75 000 €	20%	TVA luxe	30%	⬆️ 7 500 €

- ❖ Nouvelle TVA
 - Taux minoré : 10 %
 - Taux normal : 20 %
 - Taux majoré : 30 % (luxe)
- ❖ Bonus / malus
 - Bonus = + 5%, malus = - 5%
 - Bonus Ecolocal : - de 200 km
 - Malus Ecolocal :
 - + de 2 000 km
 - Marché local suffisant
 - Bonus Ecoscore : A
 - Malus Ecoscore : E
 - Bonus Pouvoir d'achat : prix bloqués

Notre monde est inondé de préjugés inexacts qui ne tiennent leur légitimité que par le nombre de leurs croyants et la notoriété de leurs gourous. « La TVA est injuste pour les pauvres » en fait partie.





« Plan justice fiscale et sociale »

❖ Solution

❖ Contribuer à l'impôt est une fierté

- Rétablir l'impôt sur le revenu pour 100% des citoyens, même s'il est symbolique,
- Suspendre (moratoire 1 an) puis éradiquer toutes les niches fiscales non stratégiques,
- Instaurer un impôt « à l'américaine » pour les Français à l'étranger,
- Rétablir le bouclier fiscal de Nicolas Sarkozy.

❖ De l'assistanat à l'accompagnement (pour les actifs aptes au travail)

- Instaurer un revenu universel de sécurité :
 - Acquis à sa majorité par tout citoyen né en France, sinon au bout de 20 ans de résidence,
 - Utilisable dans les périodes difficiles de la vie, jusqu'à 3 fois,
 - Accompagnement ultra renforcé durant la période d'utilisation (logement garanti, coach personnel, traitement des addictions, formation, etc.),
- Les prestations d'assistance permanente deviennent réservées aux personnes en situation de handicap et inaptes au travail ainsi qu'aux personnes âgées.



❖ Suppression progressive de l'assistanat actuel

- Le RSA est remplacé par le contrat de travail solidaire,
- Les APL sont progressivement supprimées et réaffectées au revenu universel de sécurité,
- Le cas des allocations familiales reste à étudier.



❖ Concrètement : les « charges »

▶ Répartition du financement des cotisations sociales (base SMIC + 80 €)

❖ De Gaulle à Macron (2014)

❖ Sous la Macronie

❖ Juste programme

Cotisations	Employeur	Salarié	Employeur	Salarié	Contribuable	Employeur	Salarié	Contribuable	Nouvelle TVA	Commentaires contribuable & TVA
SANTE (*)	58%	42%	10%	42%	48%	40%	40%	-	20%	Malus Nutriscore
RETRAITE	59%	41%	20%	41%	39%	50%	50%	-	-	
CHÔMAGE	62%	38%	20%	-	80%	80%	-	-	20%	Malus Ecoscore
FAMILLE	100%	-	20%	-	80%	-	-	100%	-	Impôt

Soit pour SMIC
+ 80€ en 2023
(1 850 €)

716 €	430 €	213 €	430 €	503 €	459 €	459 €	115 €	115 €
62%	38%	19%	38%	44%	40%	40%	10%	10%



Il s'agit de rétablir des règles simples et pérennes de financement à 50/50 entre employeurs et salariés et d'élargir le financement aux nouveaux malus de TVA.

(*) hors mutuelle et AT/MP



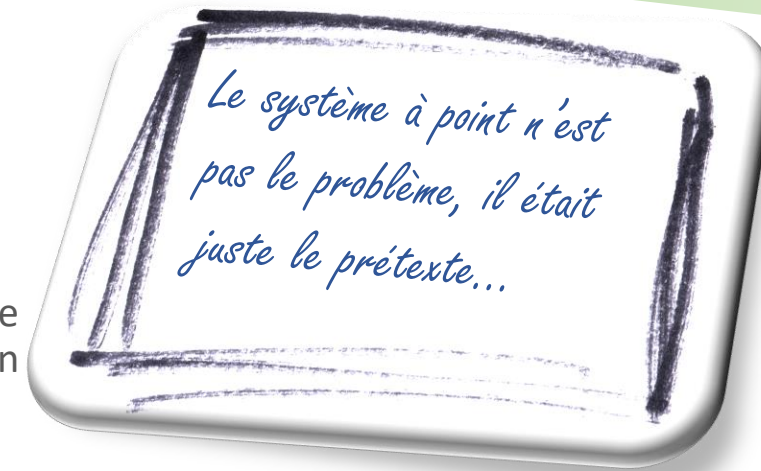
❖ Retouche des lois Macron

❖ La loi Pacte

- Suppression de l'exonération des cotisations sur les bas salaires, (Remplacée par des aides ciblées, cf. Plan « french touch »),
- Obligation d'abonder les cotisations sociales de toutes les aides publiques,
- Distinction entre un auto-entrepreneur précaire (statut réservé aux compléments de salaire ou de retraite et aux étudiants) et un auto-entrepreneur professionnel, qui bénéficie d'un alignement complet sur les droits et cotisations sociales des salariés.

❖ La réforme des retraites

- Aucune cotisation due ne peut être supprimée, pour quelque raison que ce soit,
- Le plafond de cotisation obligatoire est supprimé,
- Le postulat idéologique des 14% du P.I.B est supprimé,
- La modification des paramètres du système n'est plus laissé à la simple discrétion du gouvernement mais au vote parlementaire,
- La mise en œuvre de retraites par capitalisation défiscalisées (publiques ou privées) est autorisée avec accord collectif ou individuel:
 - A la place des cotisations par répartition dans la limite de 20% des cotisations obligatoires,
 - En plus des cotisations par répartition, dans la limite de 2 fois les cotisations obligatoires.





« tricheur - payeur »

❖ Constat

- L'insécurité et l'incivilité sont rentrées durablement dans le top 3 des préoccupations des français,
- Les chiffres sur l'évolution de l'insécurité depuis 1980 ne démontrent pas de progression significative, même s'il est très difficile de faire des comparaisons objectives. A l'inverse, la visibilité de l'insécurité, via les chaînes d'infos et les réseaux sociaux, a littéralement explosé ces 10 dernières années,
- Le business de la drogue représente près de 6 milliards d'euros (soit l'équivalent du C.A de la RATP) et fournit du travail à environ 200 000 personnes. Il est encore loin de celui des mafias italiennes mais suffisant pour se substituer à l'Etat dans certains de nos quartiers,
- La stratégie hégémonique, en France et en Europe, de plusieurs organisations fondamentalistes islamiques, produit un endoctrinement à bas bruit d'une partie de la population musulmane, avec des « da'wa » (prédications) le plus souvent aux antipodes de notre constitution et particulièrement de l'égalité homme-femme,
- La lenteur de la Justice et les conséquences de la surpopulation carcérale discréditent complètement l'action des forces de l'ordre.

❖ Analyse

- La sanction n'est plus dissuasive, la récidive et les refus d'obtempérer grimpent en flèche et « la peur a changé de camp »,
- Les sanctions civiles (amendes) sont totalement inadaptées à notre monde actuel,

❖ Solution

- Plan tricheur – payeur : dépénalisation de tous les délits sans atteinte aux personnes, augmentation exponentielle des amendes et réforme en profondeur du système judiciaire et pénitentiaire.





« Plan tricheur - payeur »

❖ D'abord, une immense réforme de la Justice

- Budget à la hausse en contrepartie d'un engagement de réforme en profondeur,
- Gains de productivité : objectif zéro papier en 5 ans,
- Système de peine automatique (sans jugement sauf appel) pour les délits « standards »,
- Objectif : diviser par 10 les délais de la Justice en France.

❖ Sans oublier d'oublier Napoléon Bonaparte

- Dépénaliser tous les délits sans atteinte aux personnes,
- Rendre les amendes ultra-dissuasives et proportionnelles aux préjudices et aux revenus (*Dans le cas des entreprises, proportionnelles au C.A du groupe, comme pratique déjà la DGCCRF*),
- Si je ne peux pas payer, je vais travailler dans une prison-emploi.

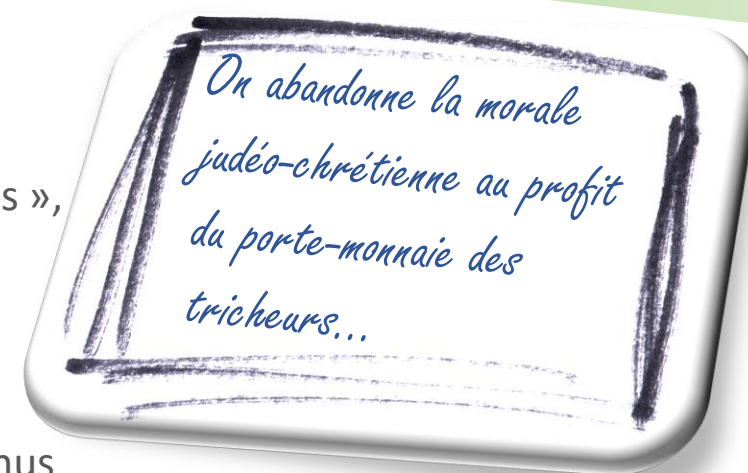
❖ Tolérance zéro et réinsertion par le travail

- Construire au moins 60 000 place de prisons et prisons-emplois en partenariat avec des entreprises,
- La réinsertion par le travail en prison est la condition obligatoire à toutes les faveurs et avantages.

❖ Plan anti-récidive (*individus et entreprises*)

- Augmentation exponentielle des amendes en cas de récidive : $x2 \rightarrow x10 \rightarrow x50$
- Augmentation significative des peines de prison en cas de récidive : $x2 \rightarrow x5 \rightarrow x10$

❖ Obligation de mise en perspective pour les médias (Cf plan contre-pouvoirs)



Euh, au passage il va falloir songer à légaliser le cannabis.





« Plan tricheur - payeur »

❖ Qu'est ce que je risque ?



INFRACTION	<< AVANT	APRES >>
Un français moyen qui ne paie pas son stationnement à Bourgoin-Jallieu	25 €	100 €
Une entreprise qui ne paie pas son stationnement à Lyon dans la Presqu'île	60 €	900 €
Un riche pris en excès de vitesse à 160 km/h sur l'autoroute	135 €	2 400 €
Un excité qui insulte un policier municipal qui le verbalise	? Pas grand-chose	1 mois de prison avec sursis
Un manifestant qui tabasse un CRS (et non l'inverse !)	? Pas grand-chose	6 mois de prison ferme minimum
Un jeune de 17 ans en scooter sans casque qui refuse d'obtempérer aux policiers et prend la fuite	? Pas grand-chose	6 mois de prison ferme minimum
Un parent d'élève qui tabasse un prof parce qu'il a mis une mauvaise note à son fils	? Pas grand-chose	6 mois de prison ferme minimum
Un internaute qui traite de putain une artiste sur un réseau social public	Impunité totale	1 mois de prison avec sursis
Un homme qui bat sa femme	? Très aléatoire	3 mois de prison ferme minimum

❖ Classes et amendes maxi :

- 1ère classe : 17 € (maxi 38 €)
- 2ème classe : 35 € (maxi 150 €)
- 3ème classe : 68 € (maxi 450 €)
- 4ème classe : 135 € (maxi 750 €)
- 5ème classe : maxi 1 500 €
(récidive = 3 000 €)
- Délit : mini 3 750 €

<< Avant

❖ Classes et amendes fixes : (Pauvre/moyen/riche/entreprise)

- 1ère cl. : 50 € / 100 € / 300 € / 900 €
- 2ème cl. : 100 € / 200 € / 600 € / 1 800 €
- 3ème cl. : 200 € / 400 € / 1 200 € / 3 600 €
- 4ème cl. : 400 € / 800 € / 2 400 € / 7 200 €
- 5ème cl. : 5% du RFA(*) ou 0,5% du C.A (mini 1 500 €)
- Délit : % du RFA(*) ou du C.A + Montant du préjudice

Après >>

❖ Exemples de peines automatiques / planchers : (Atteinte aux personnes)

- Refus d'obtempérer = 6 mois de prison ferme
- Violence sur fonctionnaire ou élu en exercice = 6 mois de prison ferme mini
- Violence en réunion = 6 mois de prison ferme mini
- Autres violences aux personnes = 3 mois de prison ferme mini
- Injure / incitation haine publique = 1 mois de prison avec sursis

(*) A partir de la 5ème classe de contravention, les amendes sont calculées en pourcentage du Revenu Fiscal Annuel pour les personnes physiques et du Chiffres d'Affaires pour les entreprises. Pour les délits, l'amende applicable est majorée du montant du préjudice, dont 50% est reversé aux victimes.





« Plan tricheur - payeur »

❖ FOCUS : Fondamentalisme religieux

❖ Constat

- Le fondamentalisme religieux n'est pas une exclusivité de l'islam, mais c'est en ce moment au sein de l'Islam qu'il est le plus actif dans le monde,
- La fameuse loi de 1905 garantit la laïcité, certes, mais reste muette sur l'égalité homme-femme, le prosélytisme ou le tutorat musulman.

« Vivre et laissez vivre. »
Johnny Halliday

❖ Analyse

- Sur les 5 principaux cultes historiques en Europe : catholicisme, protestantisme, orthodoxie, judaïsme et islam, seuls les théologiens de ce dernier refusent obstinément de revisiter et réinterpréter les textes sacrés, là où tous les autres l'ont fait.



❖ Solution

- Inciter fortement, au niveau européen, les théologiens musulmans à cette réinterprétation,
- Déclarer sectaires et anticonstitutionnels tous les mouvements salafistes et wahhabites et les interdire, y compris en expulsant tous les imams étrangers de ces mouvances islamiques,
- Imposer un ultimatum très ferme aux pays du Golfe qui financent et attisent le prosélytisme fondamentaliste et l'islam politique en Europe (en tout premier lieu le Qatar et l'Arabie saoudite).
- Imposer à tous les prédicateurs de toutes les religions, l'obligation de signature et d'affichage à l'entrée des lieux de culte d'une charte de la laïcité revisitée sur les points sensibles du moment,
- Débattre, avec respect et objectivité du fait religieux dans l'espace laïque (Ecole, médias, entreprises).





❖ Constat

- En 50 ans, la part de l'alimentation dans le budget des ménages est passée de 30% à 16% (INSEE),
- D'autres baisses spectaculaires sont également constatées : habillement (de 13% à 3%), équipement maison (de 8% à 4%),
- Dans le même temps, les dépenses de logement + chauffage + éclairage sont passées de 14% à 27%,
- Plusieurs autres dépenses « contraintes » ont doublé ou augmenté leur part : communication, santé, services, transports,
- Le nombre de personnes vivant seules est passé de 20% en 1960 à 37% aujourd'hui,
- Ne pas pouvoir vivre dignement de son travail constitue une anomalie inacceptable du capitalisme.

❖ Analyse

- Le système capitalisme occidental de ces 50 dernières années a créé de nouveaux besoins, tout en dopant le pouvoir d'achat des Français et c'est une bonne nouvelle,
- Deux anomalies sont malheureusement apparues, avec des causes exogènes :
 - La pénurie de logement, causée par l'exode rural, un État trop centralisé et un goût prononcé des Français pour la pierre,
 - L'explosion des foyers unipersonnels et monoparentaux, causée par l'indépendance intergénérationnelle et le divorce,



❖ Solution

- La mise en place du seuil de richesse permet de fixer un cadre plus juste à l'évolution du SMIC,
- Il doit s'accompagner d'un plan minceur astucieux appliqué aux dépenses contraintes (dont plan DALO 2).

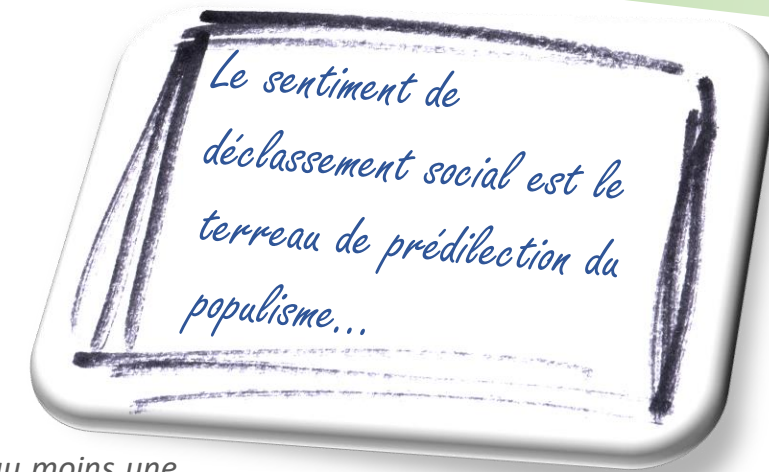




❖ Solution

❖ Définition du seuil de richesse

- Permet de subvenir aux besoins vitaux et aux dépenses contraintes
(Se loger, manger, se soigner, se tenir propre et agréable, s'habiller, se chauffer ou se refroidir, se déplacer, éduquer ses enfants),
- Permet de subvenir aux besoins socialement indispensables
(Disposer d'internet, d'un smartphone, d'un abonnement TV/media, d'un abonnement sportif ou culturel),
- Permet de s'octroyer un minimum de loisirs
(Partir au moins une fois par an en vacances, disposer d'un budget pour les fêtes et célébrations, aller au moins une fois par mois au restaurant ou à un spectacle, inviter de temps en temps des amis ou de la famille).



❖ Le levier des recettes et celui des dépenses

- Revaloriser le SMIC et l'indexer à minima sur la progression du seuil de richesse
(cette revalorisation devra s'étaler sur cinq ans avec par exemple une hausse de 3 points supérieure à l'inflation chaque année),
- Créer plusieurs SMIC (un SMIC fonction des prix de l'immobilier régional),
- Indexer également les salaires et les pensions de retraites jusqu'au plafond de la SS,
- Contribuer activement, lorsque c'est possible, à la baisse ou la maîtrise des dépenses contraintes.





❖ Concrètement

Alex est cariste en entrepôt logistique à Saint-Vulbas, avec un contrat de 35 H / mois au SMIC, soit 1 767 € brut = 1 399 € net.
Il est célibataire (27 ans) et loue un petit T2 à Lagnieu.

Salaire net mensuel

Loyer T2 de 42 m2 (DPE D) + charges (Alex n'a pas droit à l'APL)

Consommation électrique (électricité, chauffage, four et plaques)

Consommation eau

Abonnement box internet + 1 mobile

Assurances logement + voiture

Mutuelle santé collective (financée à 50% par l'employeur)

Budget alimentation et DPH (Droguerie Parfumerie Hygiène)

Budget voiture (12 000 € amortis sur 8 ans + entretien 250 €/an)

Budget essence (5 200 km domicile-boulot + 5 000 km perso)

Habillement, aménagement, cadeaux, parfum, coiffeur

Abonnement club de judo

Restaurant, bar, boîte de nuit, cinéma (3 sorties par mois)

Budget vacances mensualisé (2 semaines loc. camping avec potes)

TOTAL

REVENUS

1 399 €

-50 €

1 349 €

CHARGES

554 €

131 €

13 €

55 €

63 €

350 €

146 €

79 €

80 €

19 €

180 €

80 €

1 750 €



❖ Pour équilibrer son budget, Alex va devoir, au choix (et/ou) :

- Faire un peu de black,
- Solliciter ses parents,
- Trouver une copine,
- Arrêter de se chauffer,
- Vivre dans une caravane,
- Manger que des pâtes et du riz,
- Renoncer aux sorties avec les copains,
- Renoncer aux vacances,
- Voter pour le juste programme.





Le juste programme 2027



– Troisième partie – *Les atteignables*

« La mondialisation ne sera pas stoppée. Le défi est de la rendre inclusive et durable, afin qu'elle profite à tous. »

Thomas Friedman.





« Economie durable »

❖ Constat

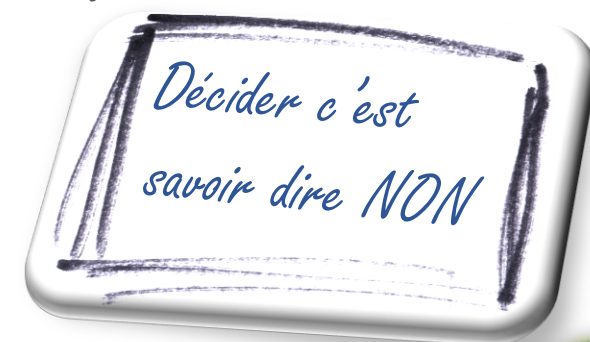
- En 50 ans, la valeur ajoutée de la production industrielle a été divisée par deux (de 25% à 13%), avec une réussite majeure (Airbus) et une multitude de revers qui ont profité évidemment à l'Asie du Sud-Est mais aussi au prédateur industriel allemand qui a construit sa croissance sur un dumping industriel dans l'Union Européenne,
- L'encéphalogramme des exportations françaises reste désespérément plat et soutenu essentiellement par quelques filières : l'aéronautique, le luxe, les cosmétiques et l'agroalimentaire,
- La France oublie parfois qu'elle trône au 7^{ème} rang sur 27 du classement des bons élèves de l'émission de CO₂ dans l'UE. Le Français émet 50% de CO₂ en moins que l'Allemand,
- La PAC profite notamment aux grands céréaliers français et aux grandes exploitations exportatrices qui relèvent plus du secteur industriel que de l'agriculture.

❖ Analyse

- La France n'a plus les moyens, dans une économie mondialisée, de poursuivre une politique industrielle généraliste,
- Le modèle social français est incompatible avec les secteurs industriels à forte main d'œuvre et faible valeur ajoutée,
- Le choix historique et vertueux à court terme du nucléaire et de l'hydraulique n'est pas suffisamment valorisé ni récompensé.

❖ Solution

- Evoluer d'une stratégie industrielle généraliste (ou d'absence de stratégie) vers une stratégie de niche,
- Repenser complètement la stratégie agricole de la France.





❖ Solution

❖ Un État acteur

- Renforcer les moyens de BPI France pour en faire un véritable fonds souverain,
- Recadrer la mission de ce fonds souverain pour :
 - Accompagner les entreprises exportatrices et les filières stratégiques,
 - Intervenir ponctuellement pour réparer des marchés dysfonctionnels (monopole, concurrence, prix, etc.),
- Accélérer le nucléaire EPR et libérer la production et la revente privée d'énergie propre.

❖ Des filières et des niches industrielles stratégiques

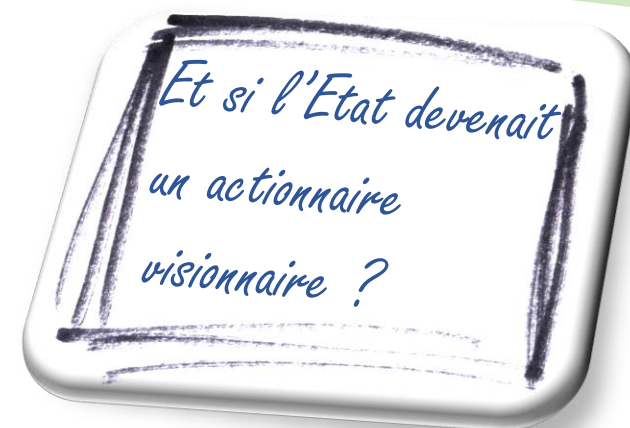
- Les grandes filières d'exportation et d'innovation sont soutenues au niveau national : *Aéronautique, Automobile(?), Agroalimentaire, Défense, Luxe & Cosmétique, BTP, Génie logiciel, Energie,*
- Des niches industrielles d'exportation et d'innovation, créatrices d'emplois, sont confiées au soutien des régions.

❖ Une filière agricole écoresponsable

- Protéger la filière par l'exigence de souveraineté alimentaire (Défense nationale),
- Définir un cahier des charges des exploitations de la filière (taille, rôle & économie circulaire),
- Rediriger 100% des aides PAC sur les exploitations adhérentes à la filière,

❖ Des éco-efforts et des niches fiscales ciblés utiles & efficaces

- Fiscalité des revenus locatifs proportionnelle à la classe énergétique du logement,
- Aide à l'économie circulaire : recyclage, réparation, revente,
- Alignement (sans niche fiscale) sur les règles européennes pour l'automobile et les transports.



La viticulture et les grandes exploitations agricoles, tournées notamment vers l'exportation, rejoignent les activités industrielles et bénéficient des aides ciblées à l'Export.



❖ Constat

- Les 5 principaux leviers économiques de l'emploi en France sont :
 - Une part (de + en + faible) de la croissance de la consommation intérieure (services notamment),
 - Les exportations, concentrées sur quelques secteurs clés de production et les services,
 - Le tourisme international,
 - Les investissements étrangers qui n'adressent pas exclusivement la demande intérieure,
 - Les relocalisations totales ou partielles d'industries ou de services.
- La balance commerciale de la France est déficitaire depuis 20 ans et la France est le dernier de la classe dans l'UE.



❖ Analyse

- La balance en emploi du Commerce Extérieur (document non disponible à l'INSEE) n'est pas suffisamment prise en compte dans les politiques publiques en matière d'économie,
- Le soutien à la consommation n'a de sens que lorsqu'il favorise des produits ou services riches en emplois locaux,
- Business France dispose d'un budget de fonctionnement dérisoire (0,01% du budget de l'Etat) en rapport avec les enjeux de l'exportation qui représente 35% du P.I.B,
- La France doit concentrer son action diplomatique et économique sur des pays amis et à potentiel réciproque.

❖ Solution

- Un plan « french touch » avec des aides à l'export ultra ciblées et la révolution dans les ambassades.





❖ Solution

❖ Des aides ultra ciblées

- Le premier des 5 leviers (consommation) peut faire l'objet de quelques mesures ciblées vers les produits/services très générateurs d'emplois,
- Les quatre autres leviers feront l'objet de toutes les attentions et concentreront l'essentiel des aides aux entreprises (avec ou sans l'accord de Bruxelles et de l'OMC),
- Les aides aux entreprises seront en priorité attribuées « en nature » avec la mise à disposition de chercheurs, ingénieurs, techniciens, employés d'ambassades, commerciaux issus de l'Administration, des cycles universitaires et des contrats de travail solidaires,
- Les aides aux entreprises sont calculées sur la création nette d'emplois et non sur le C.A.

❖ Les ambassades transformées en pépinières de la french touch

- Recadrage du rôle des représentations à l'étranger sur la promotion de la french touch,
- Les ambassades deviennent codirigées par un ambassadeur et un directeur commercial,
- Multiplication par 100 du budget de Business France (de 100 millions à 10 milliards d'euros),
- Ciblage des pays en 3 catégories :
 - Les majeurs (USA + Chine) : délégation de pouvoir de négociation à l'Union Européenne,
 - Les stratégiques : investissement massif et accords de partenariats spécifiques à la France (dans le respect des règles UE),
 - Les non stratégiques et les non amicaux : représentation au strict minimum (Consulat).





❖ Focus : Balance des emplois Export

FILIERE	C.A. TOTAL	C.A. EXPORT	Nombre de salariés TOTAL	Estimation Nb emplois EXPORT	Estimation coeff. emploi EXPORT
Agroalimentaire	200 Md€	63 Md€	650 000	204 000	1,02
Tourisme	210 Md€	63 Md€	2 000 000	600 000	2,86
Transport	230 Md€	60 Md€	1 500 000	391 000	1,70
Automobile	155 Md€	57 Md€	560 000	205 000	1,32
Aéronautique et spatial	70 Md€	56 Md€	250 000	200 000	2,86
Chimie	70 Md€	53 Md€	220 000	166 000	2,37
Services aux entreprises	365 Md€	42 Md€	4 172 000	480 000	1,32
Produits pharmaceutiques	72 Md€	37 Md€	93 000	48 000	0,67
Energie	160 Md€	34 Md€	210 000	45 000	0,28
Parfums & cosmétique	30 Md€	21 Md€	54 000	38 000	1,27



Analyse en valeur **absolue** des secteurs qui génèrent le plus d'emplois « Export » : Tourisme, Transports et Services aux entreprises.

Analyse en valeur **relative** des secteurs qui ont le plus gros potentiel d'emplois « Export » : Aéronautique, Tourisme et Chimie.

Chiffres très approximatifs tellement il est vain d'obtenir des statistiques cohérentes sur les activités en France. Il n'existe aucune balance commerciale des emplois disponibles via internet, malgré une bonne vingtaine d'officines de statistiques publiques.





« Stratégie européenne »

❖ Constat

- L'Union Européenne est bloquée au milieu du gué entre fédéralisme et Europe des nations,
- Les 27 pays qui composent l'UE sont irréconciliables sur ce grand écart de vue,
- L'UE fait l'objet de très puissants lobbys tous azimuts qui visent à la déstabiliser et à l'affaiblir,
- Certains pays européens, dont l'Allemagne (industrie), la France (PAC) et les pays de l'Est (travailleurs détachés), sont accusés de tirer la couverture à leur profit.



❖ Analyse

- Une Europe déterminée et solidaire fait peur à ses concurrents (Chine, Russie, USA),
- Le mode de gouvernance actuel de l'UE, en nette amélioration depuis le covid, ne dispose pas de l'agilité nécessaire pour faire face aux défis du XXI^{ème} siècle.

❖ Solution

- Proposer à Bruxelles et Strasbourg une Union Européenne à 3 vitesses, chaque pays étant libre d'opter puis de naviguer d'une option à l'autre,
- Imposer une refondation des traités européens par la menace du « Coexit ».





❖ « Coexit »

→ La France réussit à convaincre plusieurs états membres de déposer un dossier de sortie de l'UE, avec préavis de 3 ans, activé en cas d'absence d'accord sur la refonte des traités.

→ Le « reset » de l'UE par un Coexit et une refondation est la seule solution pour échapper au veto de l'unanimité.

→ La méthode est applicable aussi à l'ONU.

Intégration sociale

→ Niveau obligatoire pour :

- Liberté de circulation (Schengen)
- Liberté d'installation et de travail (Travailleurs détachés)

→ Politique migratoire commune

→ SMIC & droits sociaux compatibles et convergents

Intégration économique

→ Politiques économiques compatibles et convergentes

→ Fiscalités compatibles et convergentes

→ Monnaie commune

Intégration politique

→ Relations extérieures partagées

→ Politique de Défense commune

→ Institutions & droits communs

→ Politique de l'Union





« Stratégie européenne »

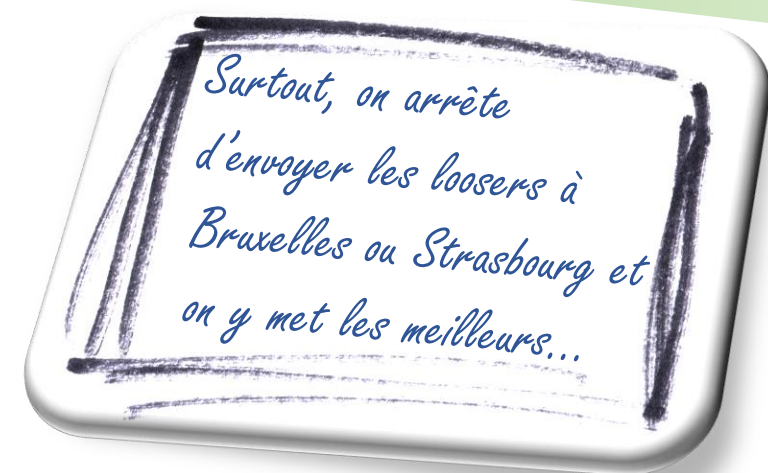
❖ Solution

❖ Proposer et construire une stratégie industrielle européenne

- Chaque pays choisit ses axes de développement prioritaires,
- Une répartition des rôles est négociée pour les filières multi-pays,
- L'UE retiens une dizaine de filières stratégiques coordonnées à Bruxelles,
- Chaque pays reste libre de (co)développer d'autres filières.

❖ La France propose ses filières stratégiques à l'export

- Les industries aéronautiques et de défense (vision UE),
- Les industries du luxe, du vin et des spiritueux (vision nationale),
- Les industries agroalimentaires (vision UE),
- Les services bancaires et assurances (vision nationale),
- L'énergie, dont le nucléaire (vision nationale),
- Le Bâtiment et les Travaux Publics (vision nationale),
- Les produits de consommation durables, dont véhicules électriques (vision UE),
- Les industries de certains biens d'équipements (vision UE),
- Les industries pharmaceutiques, biotechnologiques et cosmétiques (vision UE),
- Les industries du logiciel, des réseaux de communication et de l'Intelligence Artificielle (vision UE).





Le juste programme 2027



– Quatrième partie – *Les libérateurs*

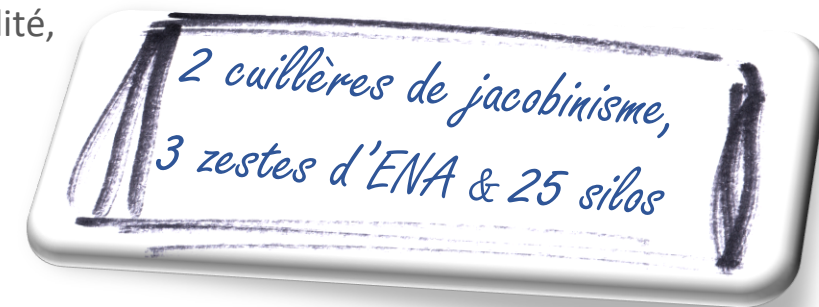
« Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »

Charles de Montesquieu.



❖ Constat

- Depuis plus de 50 ans, Nos politiques et fonctionnaires d'Etat et territoriaux ont construit patiemment un millefeuille administratif particulièrement calorique,
- Ce millefeuille génère des missions en doublon ou triplon ainsi que nombre de missions superflues voire inutiles,
- Les délais de traitement et les lourdeurs de procédures associées, pour certains hérités de Napoléon Bonaparte (comme les sous-préfectures à moins d'une journée de cheval de tout citoyen), ne sont plus acceptables aujourd'hui,
- La méthode du cloisonnement en silo des administrations a été abandonnée depuis une trentaine d'années dans toutes les grandes entreprises mondiales au profit d'organisations matricielles avec gestion transverse de la relation client,
- La centralisation à outrance de l'Administration française est un frein à l'innovation et à l'agilité,
- Il existe un cruel déficit de management dans de nombreux secteurs de l'Administration, la palme revenant à l'Education nationale où les enseignants échappent à tout lien hiérarchique, à l'exception de 3 journées d'inspections dans une carrière.



❖ Analyse

- La réforme de l'État est une nécessité absolue mais tous les politiques ont fait jusqu'alors un refus devant l'obstacle, témoignant d'un manque de courage affligeant et sous la pression de syndicats souvent ultraconservateurs,
- Elle doit être accompagnée d'un pacte professionnel et social avec tous les fonctionnaires et d'un référendum citoyen sur les services publics, afin que tout le monde partage la même vision sur le rôle de la fonction publique.

❖ Solution

- Plan pour un État agile afin d'agir sur le périmètre, la complexité, les délais, la mobilité fonctionnelle, la décentralisation et le management.





❖ Solution

❖ Des missions restreintes avec du sens

- Suppression des missions inutiles, en doublon ou superflues,
- Suppression ou réduction des missions jugées non prioritaires lors du référendum,
- Renforcement des missions prioritaires.

❖ Simplification administrative et productivité raisonnée

- Diminution par 10, autant que faire se peut, de tous les délais administratifs,
- Rattrapage des retards d'investissements technologiques,
- Simplification des lois & décrets, des procédures, des organisations,
- Création de « La loi pour les nuls », instrument officiel de vulgarisation des textes de loi,

❖ Mobilité des agents

- Création de la mobilité universelle à l'intérieur de la fonction publique d'État et territoriale,
- Création d'un contrat d'aller-retour bilatéral protégé de 5 ans entre le public et le privé.

❖ Décentralisation et management de proximité

- Eradication de tous les doublons du millefeuille administratif (État, Région, Métropole, Communauté de communes),
- Transfert complet de compétences aux régions (Activité économique, Emploi, Logement, Aménagement du territoire),
- Renforcement des pouvoirs de management local et de l'autonomie locale (Chefs d'établissements scolaires, Chefs de services ou de centres, etc.) + généralisation des guichets uniques (France services),
- Généralisation des bonnes pratiques du management par la qualité (Objectif ISO 9001).





« Un Etat agile »

❖ Focus : millefeuille public

SERVICE / OFFICINE	DOUBLONS ou MISSIONS SUPERFLUES identifiées	GAIN potentiel (Md€)
DGE	Missions inutiles + doublons avec autres ministères + effet d'aubaine pour les entreprises et les cabinets de Consultants (réduction possible à minima de 50%)	2,0 Md€
OPE et ODAC (Agences de l'Etat)	+ de 700 agences, officines ou commissions qui représentent 30% des agents de l'Etat et 76,6 Md€ (hypothèse -20%)	15,3 Md€
Service Public de l'Energie	Soutien de la transition énergétique (profite aux propriétaires de Teslas et de maisons individuelles)	12,0 Md€
Ministère des Finances	Premier budget de l'Etat avec 435 Md€ (55%) et aucun service prioritaire pour les Français - Nombreux services superflus ou en doublons, on peut envisager de lui appliquer une RGPP à la Sarkozy de -10%	40,5 Md€
Sous-préfectures	Utilisées désormais uniquement en "sous-traitance" par les préfets. Leur suppression générerait une petite réduction budgétaire mais libérerait aussi de l'immobilier et du foncier local	1,2 Md€
Sites internet publics	+ de 10 000 sites publics référencés dont 1 000 pour l'Etat (Franck Riester 2011, mission de rationalisation des sites de l'Etat)	0,1 Md€

Le principe, cher à Nicolas Sarkozy, de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) peut s'appliquer à certains Ministères qui sont peu impliqués dans les attentes primaires des Français. En tout premier lieu, Bercy, qui pèse un poids beaucoup trop considérable dans le budget de l'État (55%), devrait pouvoir supporter aisément une RGPP de 10% de son budget. Pour les ministères en première ligne (Santé, Intérieur, Éducation, Justice, Défense), il n'est pas question de toucher aux effectifs opérationnels sans avoir procédé à une introspection complète des missions et une mise en lumière du superflu.



❖ Constat

- En cas de majorité absolue sous la Vème République, le parlement ne joue plus son rôle de contre-pouvoir, il devient une chambre d'enregistrement des décisions du président de la République, qui lui endosse le rôle subsidiaire de super Premier ministre,
- Le pouvoir des syndicats et la représentation syndicale se sont considérablement affaiblis ces 50 dernières années dans tous les secteurs ouverts à la concurrence internationale. Il ne leur reste désormais que quelques niches de pouvoir : la fonction publique, le transport de voyageurs et les dockers,
- Il existe deux façons de priver le peuple d'information : la pénurie (choix des régimes autoritaires) ou la technique de l'essuie glace (choix des démocraties occidentales),
- Le développement exponentiel et incontrôlé des fake news, via notamment les réseaux sociaux, met en péril nos démocraties modernes.



❖ Analyse

- Le syndicalisme sous sa forme actuelle est inadapté à nos sociétés où le consommateur a plus de pouvoir que le salarié,
- La lutte contre les fake news et la manipulation de masse nécessite de gros moyens budgétaires et une régulation plus forte des acteurs de l'information.

❖ Solution

- Un Ministère des contre-pouvoirs chargé de refonder un syndicalisme de « travailleurs-consommateurs » et de réguler le marché de l'information et de la publicité.





❖ Solution

❖ Un Ministre des contre-pouvoirs indépendant et légitime

- Proposé par le président de la République,
- Elu par l'opposition parlementaire,
- Validé par le Conseil constitutionnel.

❖ Une refondation du syndicalisme

- Fusion des syndicats de travailleurs et de consommateurs,
- Protection effective des lanceurs d'alerte,
- Autorisation et protection de l'appel au boycott et instauration de la contre-publicité.

❖ Un financement innovant

- Une taxe sur les revenus de la publicité (de 1 à 3%),
- Une adhésion obligatoire à un syndicat pour bénéficier des aides publiques.

❖ Une garantie de diversité et transparence dans les médias

- Mécanisme antitrust : au moins 25% des audiences d'une catégorie de média (TV, radio, presse) doivent appartenir à des entreprises exemptes de tout conflit d'intérêt économique significatif,
- Suppression de l'anonymat pour tous les profils internet qui interagissent, de quelque manière que ce soit, dans les débats publics sur internet (seuil de vues ou de membres à définir).





« Référendums et sondages d'État »

❖ Constat

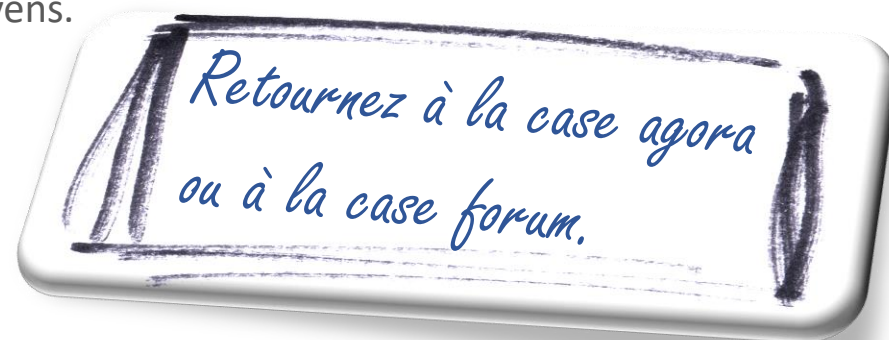
- Les Français expriment depuis plusieurs années, notamment depuis le grand débat national, le désir d'être plus actifs dans la vie politique de leur pays,
- Certains sujets omniprésents dans leur quotidien, comme les services publics, la France dans l'Europe ou l'intégration et l'immigration, débordent du clivage politique traditionnel et méritent l'aval du peuple,
- A l'inverse, pour certaines autres décisions, parfois impopulaires et visant par exemple la sécurité, le pouvoir d'achat ou les libertés fondamentales, il serait fort imprudent et inopportun de s'en remettre à la seule opinion populaire, faisant fi de la légitimité de nos institutions démocratiques.

❖ Analyse

- Les Français ne supportent plus que leur voix et leur colère ne soient pas respectées ou trahies dès lors que celles-ci s'avèrent majoritaires ou très fortement représentatives : référendum de 2005, grand débat national, élections présidentielles et législatives 2017, 2022 et 2024,
- Certaines réformes majeures : fonction publique, institutions européennes, pacte social, ne résisteront pas à la vindicte populaire si elles ne sont pas bien protégées par un vote des citoyens.

❖ Solution

- Le juste programme prévoit 3 référendums populaires et la création des sondages d'État.





« Référendums et sondages d'État »

❖ Solution

❖ Les services publics

- Proposé à la suite d'un débat national, les français classeront en 3 catégories :
 - Les services prioritaires et gratuits,
 - Les services payant,
 - Les services non prioritaires.

❖ Le vivre ensemble

- Proposé à la suite d'un débat national et applicable en cas de majorité des deux tiers,
- Vivre ensemble = renforcement de l'intégration sociale (logement notamment),
- Vivre côte à côte = officialisation du système actuel sur un modèle « réunionnais ».

❖ L'intégration européenne *(doit devenir une initiative européenne)*

- Niveau 1 : Europe politique
- Niveau 2 : Europe économique
- Niveau 3 : Europe sociale

❖ Les sondages d'État

- Sondages consultatifs organisés par l'INSEE sur demande du gouvernement,
- Auprès d'un échantillon représentatif de dix mille, cent mille ou sept cent mille citoyens.



Vivre ensemble implique notamment de modifier la loi SRU pour appliquer les 20% de logement sociaux non plus aux communes mais aux rues et aux immeubles.

Les sanctions devront également être drastiquement revues.





Le juste programme 2027



– Cinquième partie – *Financement*

« Quand j'étais petit, à la maison, le plus dur, c'était les fins de mois... Surtout les trente derniers jours ! »

Coluche.



Et le financement de tout ça ?

❖ Règle d'or budgétaire

❖ Dette de fonctionnement versus dette d'investissement

- La dette de fonctionnement est une mauvaise dette et doit être éradiquée,
- La dette d'investissement est une bonne dette si et seulement si elle contribue avec pertinence à la stratégie choisie pour le pays.

❖ Dette de fonctionnement

- La dette de fonctionnement structurelle est INTERDITE (A prévoir dans la constitution),
- La dette de fonctionnement conjoncturelle doit être absorbée sur une période de 3 années glissantes,
- La TVA devient la principale variable d'ajustement budgétaire,
- La mauvaise dette accumulée ces 20 dernières années doit faire l'objet d'un traitement spécifique, à la manière de la « dette du Crédit Lyonnais », incluant un ré-étalement, des cessions d'actifs inutiles et un emprunt d'Etat solidaire auprès des Français.

❖ Dette d'investissement pertinente

- Soumise à un vote spécifique lors du budget, elle obéît à des règles d'amortissement (au même titre que les entreprises) reconnues par la communauté internationale,
- Elle peut faire l'objet d'emprunt d'Etat réservé aux Français avec un intérêt garanti à 1% au dessus du Livret A,
- Elle est garantie par les actifs (le patrimoine) de la France ou des collectivités.





Les pistes budgétaires

❖ Constat

- Le juste programme ne peut pas conduire à une augmentation du déficit public (cf. règle d'or),
- Il ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour augmenter le montant total des prélèvements obligatoires,
- Il implique donc nécessairement un recentrage massif du budget de l'État et des collectivités territoriales sur ses missions essentielles, avec un abandon systématique de missions subalternes ou redondantes.

❖ Analyse

- La réforme fiscale peut s'avérer neutre voire bénéfique pour les entreprises et les contribuables qui ne rentrent pas dans la catégorie des tricheurs,
- La réforme de l'État agile va coûter du temps et de l'argent dans sa phase de démarrage (inertie liée aux dépenses déjà engagées, à la formation et à l'acquisition de nouvelles compétences pour les agents de l'État et des collectivités),
- Le principal risque budgétaire provient du plan « justice sociale » et de la migration d'un système d'assistanat à un système d'accompagnement renforcé ponctuel (le cumul avec le plan « zéro chômeur » risque de générer un énorme besoin d'accompagnement renforcé dès le départ).



❖ Solution :

- Une contribution exceptionnelle des plus riches (entreprises et particuliers), assortie d'une clause de non-reproduction et de stabilité fiscale de 5 ans, pourrait servir à enclencher la dynamique vertueuse d'investissement sur l'accompagnement plutôt que l'assistanat.





Les pistes budgétaires

❖ Impact budgétaire des plans (en Md€)

Plan	Côté RECETTES	Budget (fonctionnement)	Côté DEPENSES	Budget (fonctionnement)	Solde budgétaire	Investisse- ment
Zéro chômeur	+ 2 Millions de travailleurs -> Hausse + 80 Md€ du PIB x 43% de prélèvement	↗ 34,4	Les dépenses sont entièrement financées par les employeurs (Cf plan justice fiscale)	-	↘ 34,4	
DALO 2			Hypothèse + 100 000 logement sociaux / an	-		15,0
Justesse fiscale	Hypothèse de départ : statu quo global sur les recettes fiscales, hors rattrapage optimisation fiscale	↗ 40,0	Suppression des allègements de cotisations des entreprises	↘ 40,0	↘ 80,0	
Justesse sociale		-	Hypothèse = revenu universel de sécurité en doublon 5 ans avec autres aides sociales -> 1 millions d'aides/an	↗ 20,0	↗ 20,0	
Tricheur – payeur	Hypothèse = x 5 le budget Amendes actuel	↗ 16,0	Construction de 60 000 places de prisons et prisons- emplois en 5 ans	-	↘ 16,0	1,8
Seuil de richesse	Hypothèse = hausse moyenne de 2% des cotisations sociales du secteur privé	↗ 8,2	Hypothèse = hausse moyenne des salaires publics de +2% par an au dessus de l'inflation pendant 5 ans	↗ 7,0	↘ 1,2	
Economie durable	Risque de perte d'un tiers du budget de la PAC (remplacé par aides à l'Export)	↘ 3,0	Hausse x 10 des capacités d'investissement de BPI France sur 5 ans	-	↗ 3,0	110,0
French touch	Reste à évaluer : impact sur le PIB d'une hausse massive des exportations		Hausse x 100 effectifs BPI France (hors perspective revenus supplém.) + 10 Md€ d'aides ciblées à l'Export	↗ 19,0	↗ 19,0	
Stratégie européenne	Reste à évaluer : impact d'une harmonisation et/ou compensation sociale sur les recettes de cotisations			-		
Un Etat agile	Hypothèse = doublement des services publics tarifés dans les collectivités territoriales	↗ 10,0	Hypothèse provisoire = restriction / optimisation du périmètre des missions publiques de 5%	↘ 45,0	↘ 55,0	
Contre-pouvoir		-		-		
Référendums & sondages		-		-		
TOTAL	HAUSSE des RECETTES	↗ 111,6	BAISSE des DEPENSES	↘ 39,0	↘ 144,6	126,8

Selon ces premières hypothèses, les marges de manœuvres budgétaires dégagées permettront d'éradiquer le déficit de fonctionnement et de concentrer les efforts sur l'essentiel.



Le juste programme 2027



– Sixième partie –

Vous et le juste programme

« A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche. »

Pierre Desproges.





Test de compatibilité

❖ Calculez votre score de compatibilité avec le juste programme

No	QUESTION	Carrément OUI	Plutôt OUI	Ni OUI ni NON	Plutôt NON	Carrément NON
1	Adhérez-vous à la vision pour la France du juste programme ?					
2	Croyez-vous à une gouvernance partagée de l'Etat (quatuor) ?					
3	Appréciez-vous le suivi du travail gouvernemental via la politique des (10) curseurs ?					
4	Etes-vous d'accord pour réduire drastiquement le nombre de ministères et de ministres ?					
5	Si vous étiez au pouvoir, feriez-vous travailler tous les chômeurs ?					
6	Aimez-vous le concept de l'indice Jaurès pour noter les entreprises ?					
7	Auriez-vous voté la loi DALO de Jacques Chirac en 2007 ?					
8	Seriez-vous prêt à investir une partie de vos économies dans un emprunt d'Etat destiné à financer de nouveaux logements ?					
9	Acceptez-vous que l'Etat et les collectivités cèdent une partie de leur patrimoine inutilisé ou obsolète pour construire ou rénover des logements ?					
10	Vous rangez-vous à l'idée qu'une TVA astucieuse peut ne pas être injuste vis-à-vis des plus pauvres ?					
11	Souhaitez-vous supprimer l'optimisation fiscale des entreprises multinationales ?					
12	Croyez-vous à la faisabilité et à la pertinence fiscale du changement d'assiette de l'Impôt sur les Sociétés (Chiffres d'Affaires ou Valeur Ajoutée versus Résultat Brut)					
13	Est-ce une bonne idée d'indexer la fiscalité des produits alimentaires sur le nutriscore et un label écolocal ?					
14	Trouvez-vous normal que tous les Français sans exception paient un impôt, en proportion de leurs moyens ?					
15	Seriez-vous d'accord pour remplacer les aides sociales (RSA, prime d'activité, APL) hors allocations familiales, par un revenu universel de sécurité activable pour une courte période jusqu'à 3 fois dans sa vie en cas de coup dur ?					
16	Pensez-vous aussi que les baisses de charges sur les bas salaires, héritées du CICE, sont injustes et très insuffisamment efficaces sur l'emploi et qu'elles constituent majoritairement un effet d'aubaines pour des entreprises qui n'en ont pas besoin ?					
17	Approuvez-vous la proposition de nouvelle répartition des cotisations sociales du juste programme ?					
18	Acceptez-vous de payer votre amende de stationnement beaucoup plus cher qu'avant ?					
19	Adhérez-vous à l'idée de dépénaliser (= pas de peine de prison) tous les délits qui ne portent pas atteinte aux personnes, en contrepartie d'amendes beaucoup plus fortes et exponentielles en cas de récidive ?					



No	QUESTION	Carrément OUI	Plutôt OUI	Ni OUI ni NON	Plutôt NON	Carrément NON
20	Etes-vous pour ou contre l'autorisation de consommer du cannabis ?					
21	Etes-vous prêt à doubler le nombre de places de prison en France (avec un objectif d'un seul prisonnier par cellule et un concept de prisons-travail ouvertes avec bracelet électronique) ?					
22	Plébiscitez-vous les peines automatiques ou planchers pour les délits les plus fréquents ?					
23	Validez-vous la définition du seuil de richesse du juste programme ?					
24	Etes-vous séduit par l'idée de plusieurs SMIC en fonction du coût du logement dans le bassin d'emploi ?					
25	Si vous étiez à Bercy, seriez-vous favorable à une hausse du SMIC planifiée sur cinq ans pour se rapprocher du seuil de richesse ?					
26	Voulez-vous que les salaires et retraites, jusqu'à la hauteur d'un plafond de la Sécurité Sociale (3 864 € en 2024), soient systématiquement indexés sur l'inflation ou sur le nouvel index du seuil de richesse ?					
27	Pensez-vous que l'Etat a raison d'investir au capital dans certains secteurs de l'économie, lorsque ceux-ci ne s'autorégulent pas comme souhaité ?					
28	Adhérez-vous à l'idée de transformer nos ambassades en agences commerciales de la french touch (et en multipliant par 100 le budget de fonctionnement de BPI France) ?					
29	Etes-vous d'accord pour fermer nos ambassades et laisser seulement des consulats dans les pays inamicaux ou non stratégiques ?					
30	Jugez-vous pertinent le renvoi des grandes exploitations agricoles et de la viticulture vers les secteurs industriels (ce qui veut dire suppression des aides PAC remplacées par des aides à l'Export) ?					
31	Etes-vous prêt à sponsoriser, y compris par vos impôts et vos habitudes de consommation, une agriculture raisonnée et durable qui privilégie l'écocal ?					
32	Etes-vous d'accord pour revoir les traités européens afin de reconstruire une Europe à 3 vitesses (politique, économique, sociale) ?					
33	Voterez-vous pour l'intégration de la France dans les 3 niveaux ?					
34	Etes-vous disposé à menacer de sortir de l'UE pour mieux la reconstruire ?					
35	Adhérez-vous à la stratégie industrielle européenne proposée par le juste programme ?					
36	Etes-vous à prêt à renoncer ou à réduire certains services publics (officines en tous genres, doublons commune/département/région, patrimoine et commémorations, etc.) ?					
37	Acceptez-vous que certains services publics deviennent payants ou plus chers (documents officiels, reste à charge médical, Université, etc.) ?					





Test de compatibilité

No	QUESTION	Carrément OUI	Plutôt OUI	Ni OUI ni NON	Plutôt NON	Carrément NON
38	Croyez-vous à la possibilité et à la pertinence de diviser par dix tous les délais de l'Administration ?					
39	Si vous étiez ou si vous êtes Agent de l'Etat, applaudissez-vous la possibilité d'accéder à une mobilité complète dans tous les services de l'Etat et des collectivités territoriales ?					
40	Si vous étiez ou si vous êtes dans le privé, trouvez-vous séduisante l'opportunité de devenir, par exemple, professeur dans l'Education Nationale pendant cinq ans ?					
41	Jugez-vous abhérent l'absence de management dans l'Education nationale et indispensable le renforcement du management et de l'autonomie locale dans les établissements scolaires ?					
42	Etes-vous pour la fusion des syndicats de salariés et de consommateurs ?					
43	Adhérez-vous au projet de ministre des contre-pouvoirs du juste programme ?					
44	Etes-vous d'accord pour instaurer une taxe sur la publicité destinée à financer les syndicats et la contre-publicité ?					
45	Jugez-vous favorablement la suppression de l'anonymat sur les réseaux sociaux pour les comptes qui interagissent dans les débats publics ?					
46	Acceptez-vous les 3 référendums proposés par le juste programme ?					
47	Pensez-vous que les sondages d'Etat du juste programme sont un bon moyen de faire accepter ou corriger les réformes ?					
48	Qualifiez-vous le juste programme de réaliste et applicable ?					
49	Etes-vous prêt à voter pour le juste programme en 2027 ?					
50	Etes-vous prêt à soutenir, y compris financièrement, le juste programme pour le qualifier aux prochaines élections présidentielles ?					
TOTAL						
		(x 2)	(x 1,2)	(x 0,8)	(x 0,4)	(x 0)
VOTRE SCORE				/	100	





Foire Aux Questions ???

Pourquoi personne ne propose la plupart de ces mesures ?

- Conformisme économique, absence de courage politique, manque cruel d'intérêt pour les classes moyennes (on s'intéresse d'abord aux pauvres car ils peuvent être dangereux).

Tu vas faire comment sans aucun réseau pour appliquer ton programme ?

- C'est le cœur du problème et c'est pour cela que je cherche d'abord à vendre mon projet à des gens foncièrement honnêtes et sincères.

Cà ne marchera jamais !

- Trouvez quelqu'un qui connaît l'histoire du barracuda et demandez-lui de vous la raconter.

Comment faire sans parti politique et avec un programme qui se prétend de gauche, de droite et du centre ?

- Très simple, il s'agit d'un programme présidentiel, pas besoin de parti. Ensuite aux législatives, je soumettrai publiquement le test de compatibilité du juste programme à tous les candidats députés et je soutiendrai les meilleurs scores en leur laissant leur liberté de parti.

Comment pensez-vous faire plier l'Europe, votre projet de Coexit est irréaliste ?

- Je ne suis pas d'accord et de toute façon, l'Europe a le même problème que l'ONU, elle est bloquée par la règle de l'unanimité (l'ONU par le veto). La seule porte de sortie passe par un « reset ».

En rétablissant le travail obligatoire, vous aurez la France dans la rue et qui vous traitera de facho !

- Peut-être, mais pas si sûr. Dans ce cas, le référendum sera la planche de salut... ou pas !

C'est pareil pour le logement, tu auras tous les rentiers et tous les propriétaires sur le dos, soit 60% des français !

- Les propriétaires d'une seule résidence principale ne seront pas pénalisés car si leur bien s'est dévalorisé un peu, ils pourront également acheter moins cher. Pour les rentiers, les investisseurs immobiliers et les résidents secondaires, ils devront accepter la solidarité nationale et ils sont bien moins nombreux.

Tes compétences et ta culture générale sont insuffisantes !

- J'en suis parfaitement conscient, ayant intégré très jeune le principe de Peter, mais l'État profond est gorgé de brillants hauts-fonctionnaires. Je suis un passionné de management, j'ai toujours adoré manager des gens plus intelligents que moi, je pense que je ferai un bon chef pour les énarques.

Comment comptez-vous faire adhérer les fonctionnaires à votre réforme ?

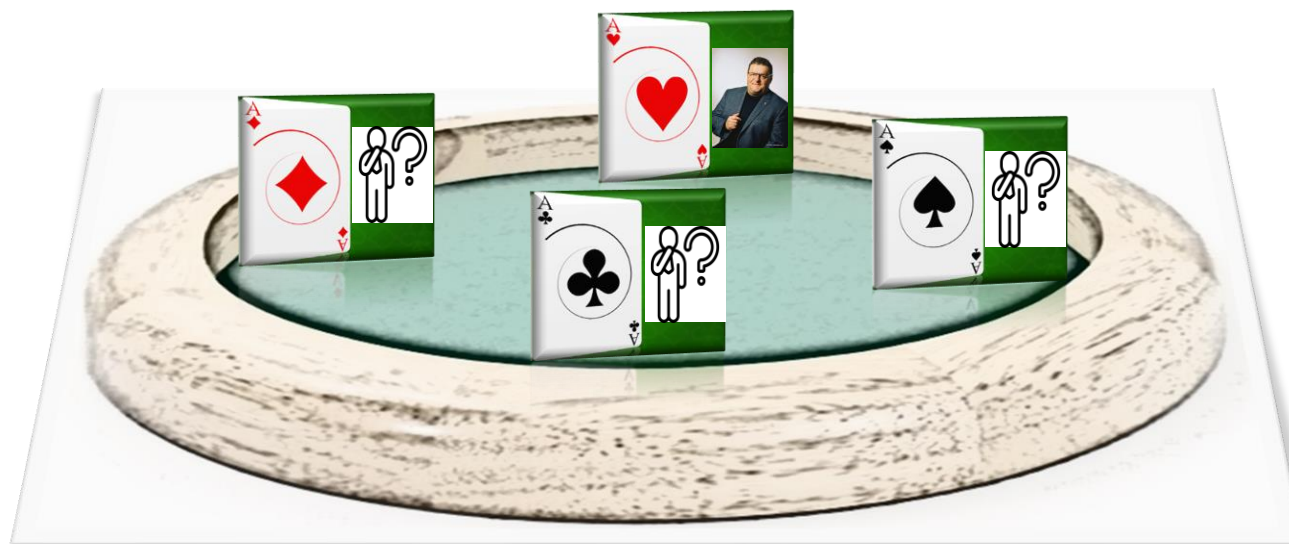
- D'abord en leur signifiant sincèrement que je les aime, ensuite en leur proposant un projet d'émancipation et un sens renforcé à leur mission. Peut-être aussi en m'intéressant vraiment à ce qu'ils font.

Un bon président ne doit pas être « normal » !

- C'est pour cela que je veux constituer un quatuor, avec idéalement un fou furieux, un cérébral et un coach, au masculin ou au féminin.



Le juste programme 2027



Ce programme a été élaboré par Alain Comte, auteur (pseudo Alain Bibi) de l'essai politique « Pourquoi le pouvoir rend incompetent ».

Contact :
Alain Comte
+33 6 88 33 73 81
alaincomte699@gmail.com

« L'un regardait d'en bas et voyait bien que l'iceberg était trop gros pour changer de direction avec de simples rames, l'autre regardait d'en haut et ne comprenait pas pourquoi la France d'en bas restait aussi immobile dans cette eau glacée... »

Alain Comte

